

LCPE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION,
DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'environnement



à classer

Arrêté du 10 avril 2001 statuant sur la demande présentée par Monsieur le directeur de la société AFFIMET en vue de la poursuite des études de l'évaluation de l'impact des rejets de dioxines et furanes sur l'environnement autour de l'établissement à COMPIEGNE

LE PREFET DE L'OISE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

Vu l'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret 53.578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, reprises au code de l'environnement, livre V, titre I^{er} ;

Vu la circulaire du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement en date du 7 novembre 1997 relative à la mesure des dioxines et furanes de certaines installations classées et sa correspondance du 11 juin 1999 relative aux émissions de dioxines et furanes de la société AFFIMET à COMPIEGNE ;

Vu les arrêtés préfectoraux réglementant l'exploitation des installations de la société AFFIMET à COMPIEGNE notamment les arrêtés préfectoraux des 6 mars 1986, 9 novembre 1987, 12 janvier 1996 et 24 décembre 1998 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juin 1998 prescrivant à la société AFFIMET une mesure ponctuelle à l'émission de dioxines et furanes dans l'enceinte de son établissement de COMPIEGNE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 1999 prescrivant à la société AFFIMET la réalisation d'une évaluation de l'impact des rejets de dioxines et furanes sur l'environnement autour de l'établissement sis à COMPIEGNE ;

Vu la demande présentée le 15 mars 2000 par Monsieur le directeur de la société AFFIMET en vue de la poursuite des études de l'évaluation de l'impact des rejets de dioxines et furanes sur l'environnement autour de l'établissement à COMPIEGNE Avenue du Vermandois ;

Vu l'étude intitulée "impact environnemental des émissions de PCDD/F de l'usine AFFIMET de COMPIEGNE" réalisée par le bureau d'études LECES et remise le 20 octobre 2000 par la société AFFIMET ;

Vu le dossier produit à l'appui de la demande susvisée ;

Vu les rapport et propositions de l'Inspecteur des installations classées du 8 février 2001 ;

Vu l'avis du Directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement du 20 février 2001 ;

Vu l'avis du Sous-Préfet du ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène du 8 mars 2001 ;

Considérant qu'il convient, conformément à l'article 20 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977, dans les formes prévues à l'article 18, d'imposer à cet établissement relevant du régime de l'autorisation des prescriptions complémentaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient de poursuivre l'évaluation de l'impact des rejets de dioxines et furanes sur l'environnement ;

Considérant qu'il convient de limiter au maximum les émissions de dioxines et furanes de l'établissement AFFIMET par des traitements appropriés ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRETE

Article 1^{er} :

La société AFFIMET dont le siège est à Paris, doit pour son installation située sur le territoire de la commune de COMPIEGNE, poursuivre l'évaluation de l'impact des émissions de dioxines et furanes sur la biosphère dans un rayon de 3 Km autour de ses installations.

Cette évaluation comportera la réalisation de nouvelles mesures des dioxines et furanes dans le sol et les végétaux, pour deux saisons différentes.

Article 2 :

La première campagne d'évaluation de l'impact des émissions de dioxines et furanes sur la biosphère débute au plus tard dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, la seconde campagne débute dans un délai de six mois à compter de la même date.

Article 3 :

La société AFFIMET fournira à Monsieur le Préfet de l'Oise les résultats des mesures réalisées ainsi que leur interprétation dans les meilleurs délais possibles.

Un rapport intermédiaire sera adressé à Monsieur le Préfet de l'Oise avant le 31 octobre 2001, suite à la première campagne de mesures.

Les résultats complets des mesures du programme précité seront adressés dans les meilleurs délais possibles au Préfet et au plus tard avant le 31 janvier 2002.

Article 4 :

Un système de traitement des fumées acides de la chaîne de traitement des tournures "CTT4" devra être mis en place pour le 31 août 2001. Une mesure des émissions de dioxines et furanes à l'émission devra être réalisée dans les deux mois suivants à l'émission de cette chaîne de traitement, conformément à la norme NF-EN 1948.

La société AFFIMET transmettra à Monsieur le Préfet de l'Oise avant le 30 novembre 2001 un bilan ainsi qu'un échéancier des moyens à mettre en oeuvre pour réduire et traiter si nécessaire les émissions de dioxines et furanes de cette chaîne de traitement des tournures.

Article 5 :

Ces dispositions ne font pas obstacles aux mesures de contrôle qui pourraient être diligentées par l'inspection des installations classées en application de l'article L 514-8 du Code de l'environnement.

Article 6 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 :

En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire et commence à courir à compter de la date de notification. Il est de quatre ans pour les tiers, à compter de la date d'affichage de l'arrêté.

Article 8 :

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de COMPIEGNE, le Maire de COMPIEGNE, le Directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et publié conformément à la réglementation en vigueur.

Beauvais, le 10 avril 2001

pour le Préfet,
le Secrétaire général,

Philippe VIGNES

POUR AMPLIATION
pour le préfet
et par délégation
l'adjointe au chef de bureau

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'SFLAMME', is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'PREFECTURE DE L'OISE' and 'LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL' around the perimeter, with 'LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL' in the center. The signature is written in a cursive style, with a long horizontal stroke extending to the left.

Sophie FLAMME